

### L'Éducation nationale s'empare de l'IA (Intelligence Artificielle)

Le SYNEP CFE-CGC s'est déjà exprimé au sujet de l'IA, progrès technologique auquel personne n'échappera. Récemment, Elisabeth Borne a dévoilé un plan ambitieux visant à intégrer l'intelligence artificielle dans les programmes scolaires. Un appel d'offre de 20 millions d'euros sera d'ailleurs lancé dès l'été 2025 pour « développer une intelligence artificielle souveraine et évolutive, avec une mise en place prévue pour l'année scolaire 2026-2027 ».

L'objectif de la démarche est de « couper l'herbe sous le pied » à l'utilisation d'autres IA en proposant un outil « à destination des gestionnaires de l'Éducation nationale », lequel pourrait assister les professeurs dans la préparation des cours, l'évaluation des élèves et la correction des copies » avec, tout de même, une précision de taille : les professeurs resteront « responsables du contenu » car l'utilisation de l'outil doit rester « éthique et maîtrisé ».

Selon la ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, il y aurait un décalage entre les professeurs et les élèves dans l'usage de l'IA car les lycéens seraient 100% à l'utiliser contre 20% pour les enseignants. Il faut donc, selon elle, combler cet écart en proposant des formations en ligne dès la rentrée 2025 et les élèves de 4ème et 2nde auront des sessions obligatoires afin de mieux comprendre les enjeux et les usages de ces technologies.



A noter que cet apprentissage se fera par le biais de la plateforme PIX (sans doute fort rentable pour certain(s), mais moins pour nos dépenses publiques), mise en place depuis 2019, qui est un service public d'évaluation et de certification de compétences numériques, et dont le directeur, Benjamin Marteau, est un ancien parlementaire. PIX est une plateforme d'apprentissage que les élèves utilisent en majorité à la maison et dont l'intérêt est pour le moins discutable. **En effet, aucune évaluation sur le bénéfice-coût de cette plateforme**

**obligatoire du collège au Supérieur n'a jamais été réalisée et le SYNEP CFE-CGC aimerait qu'une étude indépendante soit réalisée, car, déporter la formation à la maison sous forme de QCM dont l'IA vous donne les réponses, et sans que celle-ci soit suivie de cours en classe, est une dérive dangereuse des apprentissages.**

Ainsi, pour s'emparer au mieux de l'IA, une charte en précisant l'usage sera publiée au printemps. De plus, une consultation est en cours sur tout le premier trimestre 2025 avec des enseignants, parents, élèves et syndicats. Cependant, Madame Borne insiste sur l'aspect éthique de l'IA stipulant que les élèves doivent être « éduqués aux biais et aux limites de l'IA ».

Le SYNEP CFE-CGC n'a rien contre les progrès et l'évolution de notre société et apprendre à se servir de cet outil est louable mais encadrer l'utilisation est primordial. En revanche, ce qui est inquiétant ce sont les paroles de Monsieur Macron qui, dans un rapport de mars 2024, envisageait explicitement « l'évolution d'un enseignant « sachant » ... à un enseignant « accompagnant » l'élève ». Le risque n'est-il pas que le professeur soit un jour remplacé par un avatar ? Mais peut-être que Madame Borne y voit une chance de pallier les manques de plus en plus criants de professeurs !

Le SYNEP CFE-CGC espère aussi que l'outil envisagé par Madame Borne sera un peu plus performant que le serveur « Lucie », fermé d'ailleurs en catastrophe, qui répondait des absurdités à des questions basiques !

**Nadia DALY**

### Le retour du débat sur la durée des vacances scolaires

Récemment le SYNEP CFE-CGC vous informait de la possibilité évoquée par Madame Borne de raccourcir les grandes vacances dès 2026 car, selon elle « les coupures trop longues se traduisent par des pertes de niveau pour les élèves les plus fragiles ». Cependant, la question qui se pose est pourquoi la ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche relance-t-elle cette idée qui fâche tout le monde ? Non seulement, elle a déjà fait l'objet de nombreux débats et une commission spécialisée sur le sujet a été créée à l'automne 2023 et a rendu ses conclusions en juillet 2024 !

Pour la petite histoire, c'est dans les années 1960 que les zones de vacances ont été instituées à la demande de divers organismes socio-professionnels dans certains secteurs d'activités, les transports routiers et ferroviaires, et surtout le tourisme. Dans les années 1970 (à la suite des demandes insistantes des professionnels du tourisme), trois zones sont mises en place pour finalement repasser à deux dans les années 1980 et revenir à trois dans les années 1990. On voit donc bien que les vacances scolaires est un sujet qui ne cesse de faire débat mais le débat actuel porte-t-il vraiment sur le cœur du sujet évoqué par Madame Borne qui est « la perte du niveau des élèves » ?

Sur la question du raccourcissement des vacances d'été, une commission s'est penchée sur le sujet et a rendu des conclusions il y a tout juste un an. Celle-ci s'était opposée à l'idée de réduire les congés de 8 à 6 semaines arguant que « les enfants n'avaient pas besoin de plus d'école mais de travailler dans de meilleures conditions d'enseignements » comme en allégeant les effectifs des classes. Du bon sens, en somme ! Le rapport préconisait également dans ses conclusions « un rééquilibrage » des vacances en s'appuyant notamment sur l'article L521-1 du Code de l'éducation qui stipule que « L'année scolaire comporte 36 semaines au moins réparties en cinq périodes de travail, de durée comparable, séparées par quatre périodes de vacances des classes ». Or, aujourd'hui avec ce système de trois zones, certains se retrouvent avec 5 semaines de cours avant les vacances de février et d'autres avec 12 semaines de classe jusqu'aux vacances d'été : donc un système aux antipodes de ce qui est imposé par la loi ! La commission avait donc proposé de « passer de 3 à 2 zones » avec un « respect de l'alternance entre 7 semaines de travail, suivies de 2 semaines de repos ».

Pour le SYNEP CFE-CGC, cette question des vacances est un sujet maintes fois rabâché alors qu'il y a d'autres priorités en ce moment. On se demande quel est l'intérêt pour Madame Borne de relancer ce sujet. A part semer la zizanie ou se mettre à dos les professionnels du tourisme, on ne comprend pas trop la logique de notre ministre. Mais y en a-t-il une ?

Sylvie TUROWSKI

\* \*

Le « billet d'humeur » d'Evelyne du 9 février 2025 :  
« Changer les types d'évaluations des élèves ! »

[https://www.synep.org/evelyne\\_2025.htm#zsssgemqtbe](https://www.synep.org/evelyne_2025.htm#zsssgemqtbe)